



La Commune



Le dernier cri de la gargouille *

Chronique d'une fin de Régime

Moins d'un an après la cinglante défaite du oui au référendum du 29 mai 2005, la bourgeoisie et son gouvernement subissent à nouveau un véritable Waterloo. Avec 28 % d'opinions favorables selon le dernier sondage, Villepin vient de battre Raffarin, dont la cote de popularité n'était jamais tombée si bas. La victoire de la jeunesse contre le CPE vient de porter le coup de grâce à ce gouvernement. Ce n'est pas seulement Villepin qui est " carbonisé " : c'est Chirac, c'est Sarkozy, et ce sont leurs institutions avec eux.

Ainsi, la " stratégie du pourrissement " prêtée à Villepin aura d'abord pourri ce gouvernement, qui doit s'effacer derrière des parlementaires pour dénouer la situation, ce qui ne s'est jamais vu dans aucun Régime et fait injure au principe même de la Ve République, qui veut la primauté de l'exécutif en toutes circonstances.

Dès le 16 mars, l'éditorialiste de *Sud-Ouest* s'exclamait : " *Trop tard !* " et écrivait : " *Si on se rappelle bien, Jacques Chirac avait changé de Premier ministre après un non retentissant des Français. Dominique de Villepin avait été chargé par le Président de dénicher quelques outils et, accessoirement, de sauver la fin d'un quinquennat calamiteux né d'un malentendu. C'est raté. La situation est pire qu'au soir du 29 mai dernier* ".

" Ce n'est pas au chef d'un parti de faire la loi "


Quant à Sarkozy, il avait commencé par dire, lorsque la fronde anti-CPE prenait de l'élan, qu'il ne jouerait pas le jeu que les concurrents de Balladur au sein de la même " majorité " avaient joué en 1994 quand la jeunesse s'était dressée contre le CIP [Contrat d'insertion professionnelle qui préfigurait le CPE, retiré le 31 mars 1994, NdLR]. Il avait même revendiqué la paternité du CPE, ce que Villepin ne manque pas de lui rappeler aujourd'hui. Le voici qui manœuvre pour suspendre au plus vite le CPE et conjurer l'explosion générale. Sarkozy, qui, depuis 2002, somrait le gouvernement de " passer à l'action ", d'aller très vite en besogne pour imposer les réformes, somme aujourd'hui Villepin d'arrêter sa fuite en avant éperdue. Le voici prudent, obséquieux et conspirateur, cherchant à imposer lui-même et son parti, l'UMP, comme l'interlocuteur incontournable des syndicats.

La peur de la jeunesse

Ils sont tous glacés d'effroi par cette irruption de la jeunesse, sa révolte contre l'exploitation, que nul ne peut canaliser ni domestiquer. De Roselyne Bachelot, la sarkozyste qui lance : " *Je souhaite l'abrogation [du CPE] pour qu'on sorte de cela* ", à François Hollande, qui exhorte le gouvernement d'abolir le CPE sans plus attendre.


Le spectacle des gares prises d'assaut, des autoroutes bloquées, de villes entières paralysées (Nantes, Poitiers) par les jeunes n'annonce-t-il pas ce dont ils ont la hantise, à savoir le développement d'une crise révolutionnaire ?

Les directions syndicales ont déployé tout un dispositif de journées d'action à répétition, de temps forts pour empêcher la grève générale. Elles sont les véritables auteurs de cette " stratégie du pourrissement " attribuée à Villepin pour " sortir de cela ". Mais on a vu comment cette " stratégie " se retourne contre l'ordre établi.

Quant aux propositions du PS, elles se résument ainsi : " ouvrir le champ à une vraie négociation : [...] négociation sur la bonne manière de moduler les cotisations sociales en fonction, précisément de la durée des contrats ". 

Ici, on patauge toujours en pleine précarité.

Quand Marie-George singe de Gaulle

Quant à Marie-George Buffet, elle s'interroge : " *Ne peut-on pas inventer un nouveau rôle pour le Sénat, qu'il devienne une chambre permettant l'expression des mouvements sociaux et associatifs ?* ".  Pauvre de Gaulle ! Ses descendants peuvent réclamer des droits d'auteur à Buffet, car c'est lui qui voulait un Sénat intégrant " les organisations socio-professionnelles " pour parachever les institutions de la Ve République destinée à devenir un Régime corporatiste calqué sur Pétain, Franco et Salazar, liquidant, de cette façon, les syndicats indépendants de l'État et du patronat. Fort heureusement, de Gaulle a été battu au référendum du 27 avril 1969 pour avoir voulu imposer ce " nouveau Sénat " et ces chambres corporatistes locales, régionales et nationales. La Ve République ne s'en remet jamais, et de Gaulle encore moins puisqu'il mourut peu après ...

Modifié le lundi 17 avril 2006

Voir aussi dans la catégorie **Chroniques d'une chute de Régime**



« Bonjour Jean-Luc, c'est Arnaud Montebourg »

C'est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Un campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »



De l'état d'urgence sanitaire à l'État policier

État d'urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l'unique ordonnance que Macron et son... »



2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »



Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de de... »



Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »



Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffe avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »